

## COMPTES RENDUS

***Algérie : Engagements sociaux et question nationale. De la colonisation à l'indépendance de 1830 à 1962. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. Maghreb. René GALLISSOT (dir.), Les Éditions de l'Atelier, Le Maitron, Paris, 2006, 605 p.***

Voici le dernier né du « Maitron ». Y ont collaboré une douzaine de chercheurs<sup>1</sup> autour de René Gallissot, qui en fut le maître d'œuvre et a rédigé la grande majorité des notices. Gallissot fait partie de ces savants modestes qui ont fureté quatre décennies durant dans l'histoire du Maghreb. Il est pourtant peu connu du grand public, cela en raison même de son ampleur de vues et de ses talents, qui ne le désignent pas précisément à occuper une place de vedette dans le système médiatico-rentier contemporain ; pas plus, par exemple, que le regretté historien-militant Abderrahim Taleb-Bendiab, qu'un Louis-Pierre Montoy, auteur de recherches approfondies sur le Constantinois, mais qui n'a jamais été publié, ou qu'un Jean-Louis Planche, qui, dans les années 1980, a publié sans bruit la douzaine de numéros de la revue *Parcours, l'Algérie, les hommes et l'histoire*, à laquelle l'auteur de ces lignes a collaboré, et dont plusieurs notices du « Gallissot » sont inspirées..

Et pourtant, toute l'œuvre de Gallissot fait de lui un expert en matière de mouvement ouvrier maghrébin et de militantisme national. En témoigne ce dernier né, auquel il a travaillé vingt ans durant. L'enquête, vaste, féconde et productive, a débouché sur ce bel instrument de travail érudit, enfermant pas moins de 471 notices biographiques de responsables, de militants et de dirigeants, une indispensable table des sigles et une non moins nécessaire chronologie, ainsi qu'une introduction fermement problématisée qui entremêle histoire du nationalisme, histoire sociale et réflexions sur le militantisme politique.

Gallissot a conçu ce dictionnaire comme un carrefour de trois types d'itinéraires : celui de « la part européenne » d'Afrique du Nord, qui releva souvent de ce qu'il a ailleurs dénommé un « socialisme colonial »,

---

<sup>1</sup> René Gallissot a été « assisté » de Abderrahim Taleb-Bendiab et Amar Benamrouche, et le livre conçu « avec la collaboration » de Anissa Bouayed, Jacqueline Delorme, Louis-Pierre Montoy, Jean-Louis Planche, Laure Pitti, Fouad Soufi et les auteurs d'ouvrages de référence Boualem Bourouiba, Mohamed Farès, Houari Touati, Benjamin Stora (p. 5).

en tout cas un socialisme marqué de créolité ; cela même si, il le montre, elle put s'interpénétrer et s'aboucher avec l'itinéraire d'une autre « part », celle des « nationaux », nationaux qu'il ne réduit pas pour autant aux seuls nationalistes. Il y a enfin la « part », si historiquement productive, de « l'émigration-immigration ». Le tout est surplombé au XX<sup>e</sup> siècle par la marche vers la nation algérienne : peu ou prou elle se réfère, *volens nolens*, à ces trois « parts ». Il y a donc centralité de la question nationale, cela sans contradiction avec une centralité de la question sociale. En tout cas, on n'est plus, avec ce grand livre, seulement dans un « dictionnaire du mouvement ouvrier », sauf à énoncer en Algérie l'intrication substantielle du « mouvement ouvrier » avec le mouvement national : ce qui est à la fois plausible et inexact.

Dans nombre de cas, en effet, le militantisme ouvrier n'a pas débouché sur l'engagement nationaliste ; et il y eut bien des responsables du FLN à n'avoir été, ni dans le syndicalisme, ni dans des partis du mouvement ouvrier français et/ou algérien –la plupart, naturellement, passèrent par le PPA-MTL. Il reste que, en Algérie, un mouvement ouvrier, un combat de classes, ne pouvaient pas ne pas se poser la question nationale : le colonialisme français y était à la fois expression du national français et volonté de mise en oeuvre d'un îlot capitaliste. Il reste que la grande majorité des notices que publie Gallissot parlent de gens qui, à un titre ou à un autre, et au moins à un moment de leur vie, ont été dans le système français en colonie, ou à sa marge, ou encore en réaction contre lui, comme syndicalistes, socialistes, communistes, étoilistes/PPA-MTLDistes, FLN...

On en jugera par le palmarès des gens les plus honorés par le dictionnaire en termes de nombre de pages : il est indicatif de valeurs, et aussi des choix finalement retenus. La palme échoit à Henri Curiel (10 pages) ; viennent ensuite Frantz Fanon (8 pages), Messali Hadj (6,5 pages), Henri Alleg, Maurice Laban et André Mandouze (6 pages), Charles-André Julien (5,5 pages), Idir Aïssat (5 pages), Mohamemd Harbi, Amar Ouze-gane et Maurice Viollette (4,5 pages), François Chatelet, Gaston Donnat, Sadek Hadjeres et Max Marchand (4 pages), Abdelhamid Benzine, Mohammed Boudiaf, Émilie Busquant et Yacine Kateb (3,5 pages), René Justrabo et Victor Spielmann (>2 pages), Roger Garaudy (2 pages). Certes la documentation plus ou moins abondante peut expliquer, en partie, ces résultats. En tout état de cause, on aura perçu l'extrême variété –politique, religieuse, nationale...– des humains nommés à ce tableau d'honneur.

C'est avec joie qu'on voit la place assignée au peu connu, mais remarquable philosophe François Chatelet, à l'ancien maire communiste

de Bel Abbès René Justrabo, à Émilie Busquant, qui n'est plus seulement reléguée à son seul rôle de compagne de Messali (son origine ouvrière lorraine est bien notée, mais pas les ancrages anarcho-syndicalistes de son père, ouvrier aux hauts fourneaux de Neuves Maisons, au sud de Nancy. Pourtant, sur sa tombe, à Neuves Maisons, une seule mention : « Madame Messali »), ou encore à Victor Spielmann, dont les sympathies anarchistes sont, là, bien notées ; mais qui n'est pas mort en 1943, mais en 1938 : le *chaykh* Abdelhamid Ben Bâdis (mort en 1940) a rédigé pour lui dans son journal, *Al Chihâb*, une notice nécrologique émue et enthousiaste, rendant grâce à l'homme des éditions du Trait d'Union et ancien porte-plume de l'émir Khaled, où il l'appelle « l'ange gardien du peuple algérien ». Autre libertaire originel, devenu un semi-officiel libéral proche de Lyautey, Victor Barrucand, dont l'historien désireux de comprendre l'Algérie du début du XX<sup>e</sup> siècle ne peut ignorer le journal, *L'Akbar*. En revanche, pour Spielmann, l'affirmation selon laquelle lui et son journal, *Le Cri de l'Algérie*, étaient plus anticapitalistes qu'anticolonialistes est à nuancer : les dénonciations inlassables du régime inique des communes mixtes coloniales, et ses accents de fraternité internationaliste qu'on y trouve ne relèvent pas seulement, à mon sens, du seul anticapitalisme.

Pour dire le vrai, l'auteur de ces lignes a été un peu troublé par la quasi absence de notices sur des militants libertaires/anarchistes, alors même que le journal *Le Flambeau* est sur le sujet un document important à dépouiller ; et que le mouvement ouvrier, du moins le socialisme colonial, ne peuvent s'étudier sans lui. Sur un point précis, pourquoi une notice Barrucand, mais rien sur Paul Vigné d'Octon, qui fut pourtant nettement plus engagé ? Plus généralement, les anars, en Algérie, étaient, dans bien des sensibilités européennes, plus importants que ne l'indique le livre, même s'il est bien vrai qu'ils furent *in fine* secondarisés par le PCA, quand ils ne furent pas engloutis dans le colonio-colonial. Mais, avec honnêteté, René Gallissot m'a appris qu'il avait dû sacrifier les deux tiers de ses notices originelles pour cause de manque de place. A preuve, il m'a fait parvenir toutes les notices des Ripoll qu'il a enlevées – Ripoll fut le patronyme de nombreux militants anarchistes d'Algérie. Soit, mais le lecteur est en droit d'être mis au courant des raisons qui ont présidé aux choix terminaux. Et, avis aux jeunes chercheurs : on attend encore à ce jour la thèse qui fera le point sur l'anarchisme en Algérie et au Maghreb.

Il n'empêche : Gallissot fait connaître, ou mieux connaître des militants inconnus ou jusque là laissés dans l'ombre, ou au parcours atypique, comme des gens aussi différents que Gaston Donnat et Roger

Garaudy. Et ce qui est dit dans son livre est bien dit et emporte la plupart du temps l'adhésion. On est heureux de voir souligné, par exemple, le fait que, chez Messali Hadj, les références à l'arabisme et à l'islam existaient bien avant sa rencontre avec Chekib Arslan, en Suisse, en 1935, qui a parfois été tenue pour fondamentale et initiatrice en la matière. En effet, Messali fut sans doute davantage influencé dès sa jeunesse pas un « milieu arabo-musulman très fervent » qu'il ne fut marqué par une condition ouvrière dans laquelle il ne vécut pas très durablement, au sein d'une *ghurba*<sup>2</sup> très tôt marquée pour lui par la professionnalisation de la politique. Concernant Messali, j'ajouterai que la Darqawa était bien une « confrérie populaire en Oranie », mais bien aussi « populaire » par son recrutement social et ses aspirations.

Ce qui, à mon sens, pourrait être étoffé dans nombre de notices, c'est le poids du communautarisme d'estampille musulmane de tels acteurs. Même chez un Benyoussef Ben Khedda, il y eut durablement méfiance communautariste, cela malgré telles de ses sympathies de jeunesse dans le scoutisme, les œuvres sociales et le dialogue islamo-chrétien. On comprend pourtant, même si ce trait n'est pas noté, que Ben Khedda ait été retenu pour le dictionnaire. Aït Ahmed aussi, même si son activité à l'assemblée nationale, au lendemain de l'indépendance, en faveur de l'autogestion, n'est pas relevée. Si, pour l'auteur, la question sociale est centrale, on saisit bien pourquoi un Hocine Zehouane, dont le rôle est signalé dans le redémarrage de l'UGTA en 1962, a droit à une notice. Mais on comprend mal pourquoi Larbi Ben M'hidi a été retenu quand Rabah Bitat ne l'a pas été. Question de stature, sans doute. Mais, à notre connaissance, Ben M'hidi n'a jamais été ni ouvrier ni syndicaliste quand Bitat a, lui, connu la situation de salarié. Ou alors il aurait fallu mieux marquer le statut social d'où proviennent les gens retenus, ou le statut qu'ils se sont construit : salarié, Bitat fut néanmoins assez tôt un professionnel de la politique, tout comme Mourad Didouche, également absent du dictionnaire. Le passage à la CGT d'un commandant Si Mohammed (Djilali Bouanama) ou d'un colonel Si M'hamed (Ahmed Bouguerra) est bien noté pour le début de leur carrière. Soit. Mais alors, pourquoi n'avoir pas retenu le chef historique du FLN Mohammed Khider, issu originellement d'une petite élite syndicale ? Va pour le silence sur Ahmed Ben Bella et sur Belkacem Krim. En revanche, Boudiaf a droit à une notice de trois pages et demi. Pourquoi ? Serait-ce parce que, politiquement, il a été estimé mieux correspondre au faisceau

---

<sup>2</sup> *La vie en exil*, en expatriation.

de critères énoncés par René Gallissot, ou bien parce que sont en passant notées ses « aspirations sociales » ?

Bien sûr, aucun choix n'est jamais parfait, et la perfection n'existe qu'en Dieu si on y croit, ou dans sa propre configuration de valeurs si on n'y croit pas. Le choix de René Gallissot a été, finalement, de peindre, grâce à une vaste palette, une réalité historique finalement plus large que le titre de son livre ne le laisse présager. Il aurait pu finalement l'appeler *Militantisme algérien et franco-algérien en Algérie coloniale*. Le Gallissot fait notamment réfléchir sur les possibles de l'histoire algéro-française, où s'entrechoquèrent un terroir algérien profond et des vents de l'extérieur inaboutis, mais dans de telles contradictions qu'elles débouchèrent *in fine* sur la cruelle guerre algéro-française de 1954-1962, à la fois, côté français, guerre de reconquête nationale/coloniale, et côté algérien, guerre de décolonisation et de libération nationale. Pour terminer, un vœu : on aimerait qu René Gallissot, sur le même sujet, livre une synthèse destinée à un plus large public : la somme ineffaçable qu'il a conçue et dirigée mérite d'être rendue abordable pour d'autres que les seuls familiers du « Maitron ».

**Gilbert MEYNIER**

***Les mots de Mai 68*, Maurice TOURNIER, Presses universitaires du Mirail, 2007, Toulouse, 128 pages.**

*Les mots de Mai 68* de Maurice Tournier, 2007, vient enrichir la collection *Les mots de* que publient les Presses universitaires du Mirail de Toulouse. L'ouvrage est consacré au vocabulaire particulier ayant été en usage durant ces journées révolutionnaires qui ont bouleversé la société française et dont l'impact a été ressenti bien au-delà. Mais « "Mai" 68 a été d'abord une révolution verbale ». N'y eut-il pas entre autres slogans, celui-ci même qui a consisté à préférer « Assez d'actes, des mots! », renversant ainsi le traditionnel adage ?

L'auteur a bien pris soin de commencer sa quête en mots précisément en 1968 pour recueillir le maximum de « Mots, sur tracts, sur affiches, sur les murs, les banderoles, les pancartes, mots de manifs, de discours oraux ou placardés, lancés, transcrits à chaud, mots répétés mais aussi marqueurs en bien, en mal ».

Maurice Tournier en lexicologue averti, particulièrement en matière de vocabulaire politique et social, nous fait revivre toute une époque, celle-là même qui n'a pas manqué de déterminer celle que nous vivons aujourd'hui, par la grande précision qu'il donne des événements dont les mots recueillis et restitués dans leurs contextes d'émergence et/ou de

remise en circulation, alors nécessairement fréquente, constituent de précieux témoins. « Que "signifient" les entrées recueillies, écrit-il ?... Avant de décider des mots en tant qu'êtres de raison, il faut interroger leurs raisons d'être, contexte, situations d'énonciation, référents, circonstances, destinations, origines, bref leurs sites d'emploi ».

De *Anarchistes* à *Volonté*, en passant par *Autogestion*, *Bourgeois*, *Capitalisme*, *Chiens de garde*, *Combat*, *Conscience*, *Enragés*, *Exploitation*, *Front*, *Gauche*, *Ouvriers*, *Pendre avec les tripes*, *Situationniste*, etc. ou par des anthroponymes tels que *Che Guevara*, *Mao Tsé Toung*, ou encore des toponymes tels que *Billancourt*, *Flins*, *Caen*, *Nanterre* ou *Nantes*, tous marqueurs d'événements historiques importants... ; toutes les entrées sont soigneusement consignées par l'auteur qui en précise l'usage, faisant de ces témoins d'histoire des documents précieux permettant la reconstitution d'une mémoire affleurant, au-delà des acteurs qui l'ont vécue et/ou déterminée dans une certaine mesure, en chacun de nous comme un savoir collectif réapproprié.

Outre la partie dictionnaire, la plus étendue de toutes, l'ouvrage, dont le format s'apparente à un lexique de poche, contient une *préface*, une *chronologie* des événements de Mai 68 et se termine par une *bibliographie sommaire* suivie d'un *index*. C'est que l'auteur a voulu donner au lecteur le maximum d'indications pour lui permettre de situer au mieux ces fameux événements de mai 68. Puisque le slogan *Assez d'actes, des mots !* le recommande vivement, il n'y a qu'à suivre l'itinéraire de ces paroles à l'origine du renouveau social et politique pour comprendre que la révolution n'est pas seulement bouleversement et changement des données concrètes et objectives ; elle est aussi et surtout remise en question puis évolution des mentalités. Les paroles ou, plutôt, les mots sont justement les éléments qui font le lien entre l'expression de l'univers extérieur subjectivé et l'idée objectivée que détermine ici une partie d'histoire qui ne finit jamais d'être dite, écrite et redécouverte.

*Les mots de mai 68* sont là pour dire le fragment d'histoire dont ils sont les témoins privilégiés, se perpétuant ainsi en échos et se constituant en savoir renouvelé puisque une lexie aussi courante que *nous*, dont la référence est généralement renouvelable en fonction du contexte devient ici « affirmative et revendicative » autant qu'un « outil de globalisation et de la solidarisation dans les luttes... », à tel point qu'il apparaît que, si la référence est un fait d'histoire plus ou moins établi, le sens est une perpétuelle reconstruction impliquant une lecture plurielle des événements.

S'il a manqué dans le passé un manuel de lexicographie historique traitant des événements de mai 68, l'ouvrage de Maurice Tournier arrive à point nommé pour répondre aux besoins du lecteur.

**Foudil CHERIGUEN**

***Mémoires allemandes*, (dir.) Etienne FRANÇOIS et Hagen SCHULZE, Paris, Gallimard, 2007**

*Mémoires allemandes* est l'équivalent des *Lieux de mémoire*, l'œuvre initiée par Pierre Nora. On ne peut que saluer la traduction de l'édition allemande parue en 2001, même si la version française ne recouvre qu'une partie de la totalité des articles (121 articles et 122 auteurs). Ce projet que les historiens croyaient impossible a pu aboutir grâce aux efforts d'Etienne François et Hagen Schulze. C'est un très bel exemple de coopération scientifique.

Il est évident qu'il ne s'agissait pas de transposer le concept de *Lieux de mémoire* à un pays comme l'Allemagne, dont l'histoire nationale est partagée entre une pluralité de mémoires, meurtrie par « le poids du passé » nazi et les ruptures qu'il a entraîné au niveau du territoire, si l'on s'en tient au seul XX<sup>e</sup> siècle.

Il a fallu organiser d'abord deux colloques tenus à Berlin par le Centre Marc Bloch (1995) et l'Université libre de Berlin (1998) pour dégager les principales orientations qui ont permis la maturation de ce projet dirigé par François Etienne et Hagen Schulze.

Le premier axe gravite autour du primat de la notion de *Kulturnation* fondée sur la langue et la civilisation qui relègue au second plan le territoire et l'Etat. L'évolution historique a cependant imprimé des sens nouveaux aux notions de langue et de cultures allemandes. D'où le choix final de retenir dix huit notions telles Reich, Volk, Bildung, Gemüt... etc abordées dans les diverses contributions.

En second lieu, les interrogations ont porté sur la réalité mouvante de l'identité allemande. Les auteurs ont choisi d'en rendre compte de façon pragmatique, en privilégiant les significations du moment, celles que les acteurs leur ont données.

La troisième caractéristique est liée aux difficultés de représenter une mémoire « nationale » d'une Allemagne longtemps divisée et devant assumer la période du nazisme, et « la rupture de civilisation » incarnée par le III<sup>e</sup> Reich.

La quatrième caractéristique tient compte de l'apparition tardive de la nation en Allemagne, en comparaison avec la France par exemple. D'où

la place prépondérante accordée aux articles traitant de la construction des lieux de mémoire, durant les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

La cinquième caractéristique fait référence à la situation géographique de ce « pays du milieu » selon l'expression de Nietzsche d'où le contact sinon le partage avec d'autres pays, d'autres peuples, de lieux de mémoires emblématiques. D'où également l'association de vingt cinq auteurs originaires de l'Autriche, des Etats Unis, de France, de Grande Bretagne, d'Israël, de Pologne et de la république Tchèque.

Enfin, il était difficile de faire l'impasse sur la réalité sociale du débat sur la mémoire. Ce débat important est public et mobilise outre les médias, des écrivains et des hommes politiques. L'implication de tant d'acteurs a obligé l'abandon des normes de l'article académique au profit de la forme plus souple de l'essai. Cette ouverture du champ de la réflexion à tous témoigne de la volonté des auteurs de ne pas passer à côté de cette dynamique mémorielle de « l'Allemagne d'en bas ». Dans le même esprit, la conception de *Mémoires allemandes* a fait appel, à côté des compétences des historiens à toutes les disciplines des sciences sociales.

C'est cette somme de considérations générales qui a été mise à profit pour l'élaboration de *Mémoires allemandes*. Mais elles n'ont été efficaces que parce qu'elles se sont nourries de la fécondité des débats sur « un passé qui ne passe pas » (la période nazie) et qui est soumis à la rigueur de la critique. Aussi, le rôle de la recherche allemande a-t-il été décisif dans ces questionnements sur la mémoire. On ne peut pas citer les travaux de toute une pléiade de chercheurs tels Thomas Nipperdey, Reinhart Kosseleck, d'Aleida Assmann, Petra Bock...etc.

L'évolution récente, marquée par la chute du mur de Berlin, a mis fin à la « question allemande ». Désormais, l'imaginaire national peut s'adosser à une réalité territoriale et politique, rendant possibles les réappropriations mémorielles.

La traduction française est une version abrégée des trois tomes parus en Allemagne en 2001 et ne comprend que trente trois articles. Leur choix a obéi à deux critères, celui autoriser des comparaisons possibles avec le cas français et « d'offrir aux lecteurs français un certain nombre de points de repère ».

Ainsi *Mémoires allemandes* se compose de cinq parties dont les thèmes sont regroupés autour de *L'Allemagne à la recherche d'elle-même*, *La puissance et la gloire*, *La petite patrie et les royaumes intérieurs*, *Crime et Châtiment* et *Division et Unité*.

D'un texte à l'autre, les temps et les espaces se croisent et font revivre les expériences historiques du passé et les expériences plus con-



temporaires, livrant au lecteur le cheminement des interrogations et des controverses qui sous tendent l'œuvre de mémoire.

**Ouanassa SIARI-TENGOUR**

***Barcelone, Mémoire et Identité, 1830-1930, Stéphane MICHONNEAU, Presses universitaires de Rennes, 2007. 349 pages.***

L'élaboration de ce travail doit beaucoup à la réflexion inspirée par Pierre Nora sur *les Lieux de mémoire* (1993). L'auteur analyse méthodiquement les processus politiques à l'origine de la construction de la mémoire collective dans un espace régional, qui est celui de la Catalogne. L'évènement fondateur de cet intérêt pour la mémoire est lié à la conjoncture politique des années 1990.

Au cours de cette période, le discours sur la mémoire de la Guerre civile s'impose dans la sphère publique. Le PSOE en fait son cheval de bataille au cours de sa campagne électorale contre le Parti Populaire. Rien de plus aisé que de ranimer le souvenir du rôle joué par la Catalogne dans la Guerre civile, la résistance au pronunciamiento de 1936 et la prise de Barcelone (1939), dernier bastion des républicains.

Les historiens ne pouvaient ignorer les débats animés autour de l'émergence de la question de la Guerre civile, de ses traumatismes ni ignorer leurs résonances sur l'approche de l'Etat-nation. En prenant comme exemple le cas catalan, Stéphane Michonneau montre comment un groupe social, celui des élites de Barcelone, a participé à la fois à la formulation du nationalisme espagnol, et à la réactivation d'un nationalisme régional produisant des interactions originales issues de l'usage du passé, et comment il a réussi à énoncer une *politique de mémoire* fondée sur une pratique de la commémoration, qui n'a pas toujours rencontré l'adhésion de tous.

C'est par l'examen des archives des institutions locales que l'auteur aborde l'élaboration de cette mémoire collective, amorcée dans le tournant de 1860, dans une Catalogne, en plein développement urbain. Le lancement de l'*Ensanche* marque le début de l'extension de la ville de Barcelone hors de son vieux centre et hors de ses murailles, après une vive polémique opposant l'ingénieur urbaniste Cerdà son concepteur et l'architecte Rovira i Trias. Le projet de Cerdà innovait avec le concept de *vialidad* (route) et préconisait la nécessité du mouvement, de la circulation et de l'accessibilité. Cette perception moderne et futuriste heurtait les partisans d'une conception stable de la ville pour qui la

référence au passé s'imposait d'elle-même et allait nourrir le particularisme provincialiste.

Mais tout projet d'aménagement urbain est fortement lié, sinon dépendant de la conjoncture politique. Or, entre 1830 et 1930, plusieurs évènements ont lieu dont la Révolution de 1868 est sans doute le plus marquant (renversement d'Isabelle II). Jusqu'à la proclamation de la Première République, en 1874, les élites politiques de Barcelone partagées entre deux idéaux l'un monarchiste et l'autre républicain, parviennent difficilement à produire une mémoire acceptée de tous. Même le monument dédié à Christophe Colomb (1888) dont le nom est associé à la découverte du nouveau monde, du progrès et des temps modernes échoue à réunir les différents porteurs de mémoire et donc à sceller un nouveau consensus national.

L'année 1901 s'ouvre sur l'exclusion des « partis dynastiques, libéral et conservateur » de la scène politique à Barcelone. La nouvelle donne politique se joue entre républicains et régionalistes d'abord, au sein même du conseil municipal « transformé en tribune », avant de conquérir l'espace public. Commence alors « une redéfinition de l'horizon commémoratif barcelonais » qui vise à éliminer « les repères du paysage symbolique monarchique » suivie de la réalisation de plusieurs monuments destinés à forger les contours de la mémoire catalane et de la mémoire républicaine. Outre la commémoration de personnalités comme celles du docteur Robert (maire de Barcelone mort en 1902), du poète Cinto Verdager (pour les Régionalistes) et de Pi i Margall (pour les Républicains), la mémoire de la Catalogne se cherche un ancrage au dessus des références partisans. Il n'est pas jusqu'à la langue qui ne soit mobilisée pour conforter le catalanisme en marche. A la veille des années 1930, la Catalogne n'en a pas fini avec cette quête des repères symboliques, au gré des conflits politiques. Par épuisement, la place de Catalogne (1925) et la place d'Espagne 1929 donnent lieux à des œuvres d'art plus en conformité avec le symbolisme classique et donc plus détachées de « la rhétorique politique ». La ville monument se fond dans la ville mémoire marquant une nouvelle étape visant l'émergence d'un projet national.

Stéphane Michonneau ne s'est pas limité à l'analyse, par ailleurs très fine, pertinente, très bien argumentée et érudite des lieux de la commémoration de la capitale catalane dans leur articulation au temps complexe de l'histoire. Il s'essaie et réussit fort bien à esquisser une approche de la mémoire à l'aune de l'anthropologie historique. La société commémorante est passée au crible, à travers ses principaux entrepreneurs, ces « experts en mémoire » et la compétition qu'ils se

livrent. De même, l'auteur étudie les diverses formes d'expression de cette mémoire et leur évolution. Au moyen de la pétition des souscriptions, du mouvement associatif, s'opère une mutation essentielle, qui fait basculer « la société de mémoire élitaires vers « une société de mémoire de masse ». Enfin, le discours de la commémoration retient plus spécialement, l'attention de Stéphane Michonneau. En le déconstruisant, il démontre que si la production mémorielle obéit à un devoir de mémoire, elle est au cœur d'un échange qui au-delà de la symbolique, de la pédagogie civique et de l'émotion, n'en est pas moins un « échange lucratif ». C'est que « le culte de la mémoire apporte un gain symbolique positif à son officiant » qui se traduit par de « la réputation sociale, du crédit ». Par « la magie commémorative », ce culte instaure une religion politique qui invite à un large consensus autour de représentations nouvelles. C'est tout un processus de contrôle social et donc de domination qui est établi.

Cette brève introduction éclaire le lecteur sur les cheminements de la fabrication de la mémoire dans un contexte politique agité et dans des conditions sociales particulières.

En moins d'un siècle, en Catalogne, la mémoire s'est démultipliée et s'est fragmentée au gré des affrontements politiques mais elle a gagné en popularité. La pratique de la démocratie à l'échelle locale n'est pas étrangère à l'émergence de ce bouillonnement identitaire. La lecture de ce beau livre n'en est que plus attrayante.

**Ouanassa SIARI-TENGOUR**